



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHÉ DE MAITRISE D'OEUVRE PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

Mission de maitrise d'œuvre pour des travaux d'aménagement au CERMN

N° 2025950MAPI072



Normandie Université

Campus 1
Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen cedex 5
marches.publics@unicaen.fr
www.unicaen.fr

Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
1.1 - Contexte / Préambule	4
1.2 Moyens et conditions d'exécution.....	4
1.3 - Définition du besoin à couvrir	5
1.3.1 - TRANCHE FERME – DIAG	5
1.3.2 - TRANCHE OPTIONNELLE – LES ELEMENTS DE MISSION DE MAITRE D'ŒUVRE	6
1.4 - Allotissement.....	13
1.5 - Prestations supplémentaires éventuelles (Options)	13
1.6 - Variantes	13
Article 2 - Localisation et temporalité	14
2.1 - Lieux d'exécution	14
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction.....	14
2.2.1 - Date	14
2.2.2 - Délais d'exécution et prolongation	14
2.2.3 – Reconduction.....	14
Article 3 - Dispositions générales du contrat	14
3.1 - Type de contrat	15
3.2 - Prestations similaires	15
3.3 - Exclusions	15
3.4 - Pièces contractuelles.....	15
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité	15
Article 5 - Rémunération du maître d'œuvre	15
5.1 - Etablissement du forfait provisoire de rémunération	16
5.2 - Passage au forfait définitif de rémunération	16
5.3 - Élément de mission butoir pour le passage au forfait définitif de rémunération	16
5.4 - Formalisme du passage au forfait définitif	16
5.5 - Evolution du forfait en cours d'exécution du marché.....	16
Article 6 - Engagement du maître d'œuvre avant la passation des marchés de travaux	17
6.1 - Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage	17
6.2 - Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.....	17
6.3 - Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement ..	17
6.4 - Taux de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	18
6.5 - Prise en compte des modifications intervenues	18
6.6 - Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises.....	18

6.7 - Respect de l'engagement sur le coût prévisionnel par rapport au coût de référence des travaux.....	18
6.8 - Conséquences du non-respect de l'engagement sur le coût prévisionnel des travaux.....	18
Article 7 - Engagement du maitre d'œuvre après la passation des marchés de travaux.....	18
7.1 - Coût de réalisation des travaux et engagement	18
7.2 - Tolérance sur le coût de réalisation des travaux	19
7.3 - Comparaison entre réalité et tolérance	19
7.4 - Conséquences du non-respect de l'engagement sur le coût de réalisation des travaux.....	19
Article 8 - Prix	19
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	19
8.2 - Modalités d'actualisation des prix	19
8.3 - Modalités de révision des prix	20
Article 9 - La clause limite dite de « sauvegarde »	20
Article 10 - Avance.....	20
Article 11 - Modalités de règlement des comptes	20
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	20
11.2 - Présentation des demandes de paiement	21
11.3 - Délai global de paiement.....	22
11.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants.....	22
Article 12 - Clause environnementale	22
Article 13 - Pénalités.....	23
13.1 - Pénalités de retard	23
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	23
13.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles	23
Article 14 - Clause de réexamen.....	23
Article 15 - Circulation des pièces administratives	24
Article 16 - Assurances	24
Article 17 - Résiliation du contrat.....	24
Article 18 - Redressement ou liquidation judiciaire	24
Article 19 - Règlement des litiges et langues	25
Article 20 - Dérogations.....	25

Article 1 - Objet du contrat

1.1 - Contexte / Préambule

Le Centre d'Etudes et de Recherche sur le Médicament en Normandie (CERMN) est une Unité de Recherche de l'université de Caen Normandie développant des programmes de recherche dans le domaine du Drug Design (ensemble des processus nécessaires à l'élaboration d'un médicament).

Le Bâtiment du CERMN a été construit en 2008 et classé « Code du travail », il est dédié exclusivement à la recherche. Sa structure est en poteaux poutres et voiles béton pour les façades. Sa surface utile brute est de 1305 m².

Le CERMN est une zone à régime restrictif (ZRR), régie par les dispositions suivantes :

- Les articles R. 413-5-1 et R.413-7 et du Code pénal
- Le décret n° 2011-1425 du 2 novembre 2011 portant application de l'article 413-7 du Code pénal et relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation.
- L'arrêté du 3 juillet 2012 relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation.
- La circulaire interministérielle n° 3415/SGDSN/AIST/PST du 7 novembre 2012 relative à la mise en œuvre du dispositif de protection du potentiel scientifique et technique de la nation

Il est interdit de circuler librement dans ces zones, sous peine de poursuites pénales. Les personnes devant intervenir dans ces zones doivent être préalablement déclarées, et faire l'objet d'une autorisation.

La direction de la prévention de l'Université de Caen Normandie (prevention@unicaen.fr) se tient à votre disposition pour vous aider dans la gestion des déclarations de personnes.

1-2 Moyens et conditions d'exécution

Pour permettre et faciliter l'exercice de la mission du titulaire, le maître d'ouvrage mettra à la disposition tous les plans, renseignements, justificatifs et documents techniques utiles à l'accomplissement de la mission (dans la mesure où ces documents existent).

L'annexe plan de masse du Campus 5 est fournie au titulaire.

Le maître d'ouvrage donnera au titulaire le libre accès aux ouvrages et les conditions éventuelles d'accès.

Sécurité accès sur les Campus

Le titulaire doit à chaque visite sur le site porter un badge d'autorisation d'accès, fourni par la DPL.

Le badge <<visiteur DPL>> est remis au titulaire qui s'engage à le porter pendant toute la durée de la visite sur le site et à le remettre au secrétariat de la DPL, au 5ème étage du bâtiment K ou à l'agent qui vous l'a procuré.

Toutes les personnes travaillant sur le site doivent être identifiables avec un logo ou par badge de l'entreprise sur un vêtement de travail.

Une autorisation d'accès permanente au campus pour les véhicules (durant la période des travaux) peut être délivrée par la DPL (badge d'accès) sous conditions d'obtentions.

Une demande écrite, pour accéder au bâtiment classé ZRR, doit être faite à la DPL au minimum 2 jours avant l'intervention.

Circulation et stationnement sur le Campus (extrait du règlement intérieur de l'université de CAEN Article 33) Les dispositions du Code de la route s'appliquent sur l'ensemble des voies de circulation et aires de stationnement de tous les campus de l'université. La vitesse des véhicules automobiles est limitée à 20km/h.

Les membres de la communauté universitaire sont tenus de respecter la signalisation relative à la circulation et au stationnement. Il est notamment strictement interdit de stationner sur les voies d'accès des services de secours. Les contrevenants s'exposent à l'enlèvement de leurs véhicules.

Le titulaire du marché devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour accéder aux toitures en sécurité. Il est à noter que certaines parties de la toiture n'ont pas de garde-corps.

Certaines toitures présentent des extracteurs de sorbonnes, d'armoires ventilées ou autres équipements de rejets. Les rejets peuvent être de nature chimique nécessitant de prendre les précautions nécessaires pour s'en approcher.

1.3 - Définition du besoin à couvrir

La présente consultation concerne une mission de maîtrise d'œuvre pour des travaux d'aménagement de bureaux au Centre d'Etudes et de Recherche sur le Médicament en Normandie (CERMN) dont le détail des travaux est explicité dans la notice technique jointe à cette consultation.

Ce marché contient une tranche ferme : la mission DIAG et une tranche optionnelle : les éléments de missions de maîtrise d'œuvre.

Le coût prévisionnel des travaux est estimé à 120 000 € HT.

Un descriptif technique avec plans et photos des lieux est en annexe du présent CCP.

1.3.1 - TRANCHE FERME – DIAG

Les études de diagnostic permettent de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opération et ont pour objet de :

- Etablir un état des lieux. Le maître d'ouvrage a la charge de remettre à la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements en sa possession concernant le bâtiment. La maîtrise d'œuvre est chargée, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux
- Etablir des scénarii de travaux, ainsi qu'une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération ;
- Proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants.

Le titulaire sera amené lors du DIAG à visiter le site et à organiser des réunions avec différents services dont la Direction du Patrimoine et de la logistique (DPL)

Un compte rendu sera transmis à la DPL après chaque réunion.

Lors de l'élément de mission DIAG, le titulaire devra présenter plusieurs scénarii et argumenter les choix retenus, notamment sur les aspects techniques, financiers et de mise en œuvre.

Les aspects techniques et financiers envisagés devront être présentés séparément pour chacun des points traités.

L'estimation financière DIAG devra être structurée de manière à pouvoir être utilisable pour l'approbation du budget à allouer pour cette opération, phase par phase (phasage à valider avec la maîtrise d'ouvrage).

Ces éléments devront permettre à la Direction du Patrimoine et de l'Immobilier de l'Université de juger de la pertinence des différents choix proposés. Le diagnostic complet sera soumis pour avis et validation par le Maître d'Ouvrage.

Le diagnostic doit être suffisamment précis pour, qu'une fois approuvé, le coût des travaux, par phase, ne puisse subir ultérieurement de modifications substantielles. Seules des informations nouvelles, ne pouvant être connues au moment du diagnostic, pourront être la cause d'une modification du programme de travaux et des coûts.

Les livrables attendus à l'issue de cette phase de diagnostic seront :

- Une synthèse technique, présentant :
 - le diagnostic avec observations à prendre en compte en vue des travaux à entreprendre,
 - les préconisations (chiffrées et argumentées) d'améliorations et d'optimisations à intégrer dans les études de conception
 - Au minimum 2 scénarii de conception pour la transformation du local archives en bureaux
 - 1 scénario pour la transformation de la terrasse en bureaux.
- Un estimatif financier des différentes solutions étudiées et des scénarii de travaux envisagés.
- Un planning prévisionnel du déroulement de l'opération pour chacun des scénarii envisagés (études, consultation, sélection entreprise, travaux et réception), tenant compte des contraintes d'occupation et d'activités des locaux concernés.

1.3.2 - TRANCHE OPTIONNELLE – LES ELEMENTS DE MISSION DE MAITRE D'ŒUVRE

Si l'ordre de service de la tranche optionnelle n'a pas été notifié dans les 18 mois qui suit la validation de la mission Diag (tranche ferme), le titulaire et l'Université de Caen Normandie seront déliés de toute obligation pour cette tranche optionnelle.

Le maître d'œuvre ne peut prétendre à aucune indemnité de dédit si l'exécution de la tranche optionnelle n'est pas notifiée dans le délai précité ou abandonnée par le maître d'ouvrage.

La tranche optionnelle consistera en la réalisation des études de conception pour la totalité de l'opération avec les éléments de mission de base (livre IV du Code de la commande publique) décrits ci-après.

- AVP : les études d'avant-projet

Les études d'avant-projet sont décomposées en :

- APS : avant-projet sommaire
- APD : avant-projet définitif

Les études d'avant-projet sommaire (APS) ont pour objet de :

- Préciser la composition générale en plan et en volume ;
- Contrôler les relations fonctionnelles des éléments du programme et leurs surfaces ;
- Apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage, ainsi que les intentions de traitement des espaces d'accompagnement ;
- Vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- Proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre ;
- Préciser un calendrier de réalisation
- Etablir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies des explications sur les options proposées.

Les livrables de la phase APS sont :

- Une note de présentation exposant l'approche générale du projet, les solutions architecturales et fonctionnelles retenues, le traitement des volumes intérieurs, les principales dispositions environnementales retenues, les principales dispositions prises en termes d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité, les réglementations applicables, les éventuels écarts de programmation résultant de l'avancement des études ;
- Des pièces graphiques (plans)
- Le descriptif des principes techniques retenus (matériaux et finitions extérieures et intérieures, gestion des fluides, solutions énergétiques, principes d'aménagements extérieurs et de raccordements ; ...)
- Les surfaces
- L'estimation financière du coût prévisionnel des travaux
- Le planning prévisionnel d'exécution

Les études d'avant-projet définitif (APD) ont pour objet de :

- Déterminer les surfaces détaillées ;
- Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- Définir les matériaux ;
- Justifier les solutions techniques retenues,
- Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;

- Etablir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposé en lots séparés ;
- Permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- Arrêter le forfait définitif de rémunération

Les livrables de la phase APD sont les livrables remis dans le cadre de la phase APS, mis à jour, formalisant les éventuels écarts de programmation résultant de l'avancement des études.

Pendant cette phase APD, le maître d'œuvre effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention du permis de construire.

Il établit les documents graphiques et pièces écrites de sa compétence, nécessaires à la constitution du dossier de demande de permis de construire, qu'il propose à la signature du maître d'ouvrage.

Il assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif et dans ses relations avec les administrations, pendant toute la durée de l'instruction et postérieurement au dépôt du permis de construire.

Le maître d'ouvrage dépose le dossier de demande de permis de construire ou tout autres dossiers nécessaires au projet (AT, DP, etc.) auprès des services instructeurs. Il communique au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration.

Dès réception du permis de construire, le maître d'ouvrage en transmet copie au maître d'œuvre, procède à l'affichage réglementaire sur le terrain, ainsi qu'aux opérations de constat de cet affichage.

- PRO : les études de projet

Les études de projet ont pour objet de :

- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet,
- Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré,
- Permettre au Maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation,
- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

- DCE : le Dossier de Consultation des Entreprises

Le maître d'œuvre devra remettre un dossier complet ou des dossiers par phases (selon études de projet) de Consultation Entreprises, à savoir les pièces techniques (CCTP, plans, planning, etc ...) et les pièces administratives (CCAP, RC, toutes les demandes d'autorisation administrative et toutes les annexes).

Le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage les cadres vierges de décomposition du prix global et forfaitaire. Lorsqu'il réalise les études d'exécution, le maître d'œuvre complète le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire avec les quantités.

Le dossier de consultation des entreprises contenant également des éléments fournis par des intervenants d'ingénierie autres que la maîtrise d'œuvre (rapport initial, PGC, etc...), la maîtrise d'œuvre doit reprendre les éléments du PRO de manière à ce qu'il y ait cohérence avec les pièces remises par les autres intervenants et en faire la synthèse.

Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à une entreprise générale ;

Le titulaire se verra remettre par la direction Patrimoine et Logistique de l'Université de Caen Normandie les documents administratifs « type ».

Le titulaire assistera le Maître d'ouvrage dans le choix des critères d'attribution des marchés de travaux et identifiera les éventuels niveaux minimums de capacité requis des candidats.

- ACT : l'assistance au Maître de l'ouvrage pour la ou les passation(s) des contrats de travaux

La mission ACT a pour objet de :

- Préparer la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- Analyser les offres des soumissionnaires, et s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art ; veiller à ce que les réponses des entreprises constituent des techniques courantes reconnues par les assurances (à défaut, l'assurance Dommage Ouvrage ne pourra pas être mise en jeu) ; répondre aux questions techniques posées par les candidats pendant la consultation.
- Etablir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux. Le maître d'œuvre identifie les offres irrégulières, en raison de leur non-conformité aux pièces techniques du DCE et détecte les offres suspectées d'être anormalement basses.
- Assister le maître d'ouvrage lors des phases de négociations des offres avec les soumissionnaires ;
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des marchés de travaux par le maître d'ouvrage.

Les livrables de la phase ACT sont :

- un rapport d'analyse des offres initial
- un rapport d'analyse des offres après négociations, le cas échéant.

- DET : la direction de l'exécution des contrats de travaux (en phases distinctes pluriannuelles)

La mission de Direction de l'Exécution du ou des contrats de Travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées,
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art,
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris, le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un,
- Délivrer les ordres de service concernés et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier,
- Assister le maître d'ouvrage dans la procédure de mise en demeure des entreprises, dans l'obtention de devis de reprise et /ou dans la rédaction de constats contradictoires,
- Informer systématiquement le Maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables,
- Valider les modifications nécessaires pour permettre au maître d'ouvrage d'établir les avenants correspondants,
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général,
- Donner un avis au Maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le Maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises.

L'exécution de chacune de ces missions doit être formalisées sur des documents de suivi.

- AOR : l'assistance au Maître de l'ouvrage lors des opérations de réception (OPR) et durant les phases de réception partielle et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux

L'assistance apportée au Maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux,
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée,
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le Maître d'ouvrage,
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

Prestations à effectuer avant réception :

- Vérification de la bonne exécution des ouvrages réalisés et du fonctionnement des équipements selon les prescriptions des marchés de travaux, la réception ne pouvant être prononcée tant que la mise en sécurité du bâtiment ne peut être assurée conformément à l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables.
- Établissement par marchés de la liste des réserves,
- Proposition de réception au Maître d'ouvrage,
- Établissement des documents administratifs nécessaires à la réception des travaux par le Maître d'ouvrage notamment les procès-verbaux des opérations préalables et le document de décision de réception qui sera signé par le Maître d'ouvrage.

Prestations à effectuer après réception :

- Suivi et levées des réserves formulées dans la décision de réception,
- Établissement des procès-verbaux de levée des réserves,
- Examen des désordres postérieurs signalés par le Maître d'ouvrage au cours de l'année de garantie de parfait achèvement :
 - Lorsque les désordres sont mineurs, demande d'intervention aux entrepreneurs concernés,
 - Lorsque les désordres nuisent à la destination de l'ouvrage ou s'ils mettent en péril sa fiabilité ou son usage, examen sur place des désordres et engagements des actions et travaux de mise en conformité.
- Suivi du service régulier des installations pendant une période de trois mois.

DOE maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre établit le dossier des plans généraux de l'ouvrage mis à jour, aux mêmes échelles que ceux délivrés dans le cadre du dossier PRO.

Lorsque le maître d'œuvre est chargé d'établir les plans d'exécution des ouvrages, il les joint au dossier des ouvrages exécutés.

DOE entrepreneurs

Le maître d'œuvre collecte et vérifie :

- Le dossier des ouvrages tels qu'exécutés par les entrepreneurs ;
- Les notices de fonctionnement et de maintenance des éléments d'équipements.

- Les missions complémentaires

- VISA : des études d'exécution

Lorsque les études d'exécution sont, partiellement ou intégralement, réalisées par les entrepreneurs, le Maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le Maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au Maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le Maître d'œuvre.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art. Il ne comprend ni le contrôle ni la vérification intégrale des documents établis par les entrepreneurs. La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.

- OPC : ordonnancement, pilotage et coordination

Au titre de l'élément de mission OPC, le Maître d'œuvre est désigné comme pilote.

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier par phases (OPC) ont pour objet :

- Pour l'ordonnancement et le pilotage : d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux ; de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités,
- Pour la coordination : d'harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux, et le cas échéant, de présider le collège interentreprises d'hygiène et de sécurité,
- Pour le pilotage : de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les marchés de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Au stade du DCE, le maître d'œuvre est désigné comme pilote.

Le pilote est chargé d'établir le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, joint aux DCE des consultations des entrepreneurs.

Pendant la phase de préparation des travaux, le pilote est chargé :

- de mettre en place l'organisation générale de l'opération ;
- d'établir le calendrier définitif détaillé de réalisation des travaux planifiant notamment :
 - la production des études d'exécution comprenant les délais d'études, de reprise, de validation puis de commande pour les principaux matériaux et équipements, la présentation des échantillons et prototypes,
 - la réalisation détaillée des travaux, leurs étapes clés et le chemin critique,
 - les processus de mise en fonctionnement, des essais/épreuves et de réception des travaux.
- de réaliser et de tenir à jour un tableau de suivi de la production et de VISA des documents d'exécution,

Pendant la phase d'exécution des travaux, le pilote est chargé :

- de veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase de préparation,
- de pointer hebdomadairement l'état d'avancement détaillé des travaux,
- de mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d'ouvrage,

- de coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et diffuser leurs comptes rendus,
- de veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper des retards,
- d'apprécier et rendre compte mensuellement de l'origine des retards dans des conditions permettant d'engager l'application des éventuelles pénalités de retard prévues dans les marchés des intervenants,
- d'établir un rapport de fin de chantier inventoriant et quantifiant les retards constatés de toutes natures et l'identification des responsabilités en vue d'une éventuelle application des pénalités de retard,

Pendant la phase d'assistance aux opérations de réception, le pilote est chargé :

- d'établir la planification des opérations de réception,
- de coordonner et piloter ces opérations,
- de planifier et organiser les interventions en levées de réserves,
- de pointer l'avancement des levées de réserves.

1.4 - Allotissement

Les prestations sont réparties en lot unique.

Le Code CPV est le 74200000-1.

La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

Cette consultation n'est pas allotie. L'établissement forme un ensemble cohérent qui nécessite, tant pour des raisons techniques de fonctionnement que pour des raisons financières d'économie générale cette absence d'allotissement.

1.5 - Prestations supplémentaires éventuelles (Options)

La présente consultation ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

1.6 - Variantes

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante. Pour présenter une variante le candidat doit obligatoirement avoir proposé une offre de base conforme aux exigences du présent DCE.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE. Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale.

Article 2 - Localisation et temporalité

2.1 - Lieux d'exécution

CERMN – Campus 5 Université de Caen Normandie – Boulevard Becquerel -14032 CAEN Cedex 5

2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction

2.2.1 - Date

Le présent marché débute le **02/02/2026** ou à sa notification si celle-ci est postérieure.

La date prévisionnelle de la réunion de lancement du marché est fixée au vendredi 06 février 2026 à 10h00.

2.2.2 - Délais d'exécution et prolongation

TRANCHE FERME :

- Remise du livrable (réunion en présentiel) : **30/04/2026**
- Aller-retour commentaires et observations par le MOA : 2 semaines
- Validation diagnostic final (incluant toutes les observations MOA) : 2 semaines après validation

TRANCHE OPTIONNELLE

- APS : 3 semaines après l'OS d'affermissement de la tranche optionnelle (validation par MOA : 1 semaine)
- APD : 4 semaines après l'approbation de l'APS par le Maître d'Ouvrage (validation par MOA : 2 semaines)
- PRO/DCE : 4 semaines après l'approbation de l'APD par le Maître d'Ouvrage (validation par MOA : 2 semaines)
- ACT : 3 semaines après la réception des offres (validation par MOA : 2 semaines)
- VISA : 5 jours après réception des études d'exécution.
- DET : planning à définir
- AOR : planning à définir
- OPR : planning à définir
- D.O.E : à la réception des ouvrages
- G.P.A. : 1 an après la réception des ouvrages
- G.B.F. : 2 ans après la réception des ouvrages

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG MOE.

2.2.3 – Reconduction

Sans objet

Article 3 - Dispositions générales du contrat

3.1 - Type d'accord-cadre/ Type de contrat

Sans objet

3.2 - Prestations similaires

Un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation des prestations similaires pourra être confié au titulaire du présent marché en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.3 - Exclusions

Sans objet

3.4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – MOE approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021(<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310778>)
- L'offre technique et financière du candidat
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 5 - Rémunération du maître d'œuvre

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire. La rémunération forfaitaire du maître d'œuvre est fondée selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux.

5.1 - Etablissement du forfait provisoire de rémunération

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article R2112-18 du Code de la commande publique et des articles R2432-6 et R2432-7 du livre IV de la commande publique relatif aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché :

- ♣ contenu de la mission fixée par le présent document et les assurances à souscrire
- ♣ programme de l'opération
- ♣ partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage
- ♣ éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles
- ♣ délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- ♣ mode de dévolution des marchés de travaux
- ♣ durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- ♣ découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- ♣ continuité du déroulement de l'opération.

5.2 - Passage au forfait définitif de rémunération

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'élément de mission butoir sous-mentionné et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel définitif des travaux. Le coût prévisionnel définitif des travaux est arrêté par le maître d'ouvrage à partir de l'estimation prévisionnelle définitive des travaux établis par le maître d'œuvre. Le montant définitif de la rémunération = coût prévisionnel définitif des travaux multipliés par le taux de rémunération fixé au marché.

5.3 - Élément de mission butoir pour le passage au forfait définitif de rémunération

L'élément butoir sont les études d'avant-projet définitif.

5.4 - Formalisme du passage au forfait définitif

Le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions des articles R2432-2, R2432-3, R2432-6 et R2432-7 du livre IV de la commande publique relatif aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée.

5.5 - Evolution du forfait en cours d'exécution du marché

Toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément aux dispositions de l'article L2421-5 du livre IV du Code de la commande publique
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, conformément à L2432-2 du livre IV du Code de la commande publique
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre (notamment ceux issus ou nécessitant des investigations complémentaires).
- au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux -du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG-Travaux.

Article 6 - Engagement du maître d'œuvre avant la passation des marchés de travaux

6.1 - Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

6.2 - Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

6.3 - Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

Il est ramené au mois m0 "études", mois d'établissement des prix du marché de maîtrise d'œuvre.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'élément de mission butoir défini à l'article 10.3 - Elément de mission butoir pour le passage au forfait définitif de rémunération sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance, défini ci-dessous. Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance) Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre

doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande. Le délai de l'élément de mission correspondant est alors prorogé de 40 jours.

6.4 - Taux de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 5 % maximum. Le titulaire pourra proposer un taux de tolérance moindre.

6.5 - Prise en compte des modifications intervenues

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant. Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 des études s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT ou TP retenu par le maître d'ouvrage et à défaut l'index TP 01 ou BT 01 pour l'ensemble des travaux.

6.6 - Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux. Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index retenu par le maître d'ouvrage, et à défaut l'index TP 01 ou BT 01 pour l'ensemble des travaux, pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

6.7 - Respect de l'engagement sur le coût prévisionnel par rapport au coût de référence des travaux

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

6.8 - Conséquences du non-respect de l'engagement sur le coût prévisionnel des travaux

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut : - soit accepter l'offre ou les offres des entreprises - soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût. Dans ce cas, conformément à l'article R2432-3 du livre IV du Code de la commande publique, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire. Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

Article 7 - Engagement du maître d'œuvre après la passation des marchés de travaux

7.1 - Coût de réalisation des travaux et engagement

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux. Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

7.2 - Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance) Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

7.3 - Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix. Le coût de référence des travaux à la réception de l'ouvrage est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

7.4 - Conséquences du non-respect de l'engagement sur le coût de réalisation des travaux

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit : Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x (taux de pénalité définie ci-dessous) Cependant, conformément à l'article R2432-4 du livre IV du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux. Le taux de pénalité est de 7 %.

Article 8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire définitif pour la tranche ferme (diagnostic)

Les prestations sont réglées par un prix forfaitaire provisoire pour la tranche optionnelle, établi conformément à l'article 5 du présent CCP.

8.2 - Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont fermes, et non actualisables.

8.3 - Modalités de révision des prix

Le prix n'est pas révisable pour la tranche ferme.

Les prix sont révisables pour la tranche optionnelle.

La révision est effectuée par l'application d'un coefficient Cn donné par la formule de variation suivante :

$$Cn = 0.125 + 0.875 * (I_n / I_0)$$

Où I₀ et I_n sont les valeurs prises dans l'index de référence **ING**, respectivement au « mois zéro » et au mois n, mois de réalisation des prestations.

Le mois « zéro » est le mois de remise des offres dans leur dernière version.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE, le Moniteur.

Pour la mise en œuvre de la clause de variation des prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

La périodicité de la variation suit la périodicité des acomptes.

Article 9 - La clause limite dite de « sauvegarde »

Sans objet

Article 10 - Avance

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-MOE, une avance de 5% est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Nota : *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

Article 11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG MOE : le montant de chaque acompte est déterminé par le maître d'ouvrage, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le maître d'œuvre.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Les acomptes sont réglés suivant les périodicités ci-dessous :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Diagnostic	100 % à la remise du livrable définitif validé par UNICAEN
Etudes d'avant-projet sommaire	
Etudes d'avant-projet définitif	
Etudes de projet	
Assistance pour la passation des marchés de travaux	
Autres phases de la mission	Mensuellement au prorata de l'avancement de la mission
Assistance aux opérations de réception	60 % à compter de la date d'effet de la réception 20 % à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception 20 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établis par les entreprises

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- Le montant des prestations exécutées, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

Transmission des factures via le portail Chorus pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016
CODE SERVICE UNIQUE : SFACT
Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

NB :

En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.

Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du Code de la commande publique.

11.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-MOE, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG MOE.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du Code de la commande publique via le portail Chorus pro.

Article 12 - Clause environnementale

Conformément à l'article 18.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

Article 13 - Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 16 du CCAG-MOE :

- lorsque l'un des délais contractuels d'exécution est dépassé (délais applicables par éléments de mission : APS, APD, PRO DCE), par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1/ 150^e du montant de l'élément de mission concerné, sachant que le montant journalier ne pourra être inférieur à 50 €
- il ne sera fait application d'aucune exonération.

Si le maître d'œuvre n'a pas organisé les opérations de réception ou de levée des réserves en temps voulu, il encourt une pénalité de 10% du montant de la phase AOR.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Si le maître d'œuvre est absent à une réunion de chantier ou à une réunion avec le maître d'ouvrage, il encourt une pénalité de 250 € par réunion.

Article 14 - Clause de réexamen

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

Article 15 - Circulation des pièces administratives

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

Article 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 17 - Résiliation du contrat

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et suivants du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Article 18 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a

accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 20 - Dérogations

L'article 3.4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG-MOE

L'article 11.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG-MOE

L'article 13.1 du présent CCP déroge à l'article 16 du CCAG-MOE